

TSIPRAS N'EST PAS MIDAS : UNE RUPTURE DANS LA CONTINUITÉ ?

Yves Bertoncini | directeur de l'Institut Jacques Delors

La nette victoire de Syriza lors des élections législatives de ce dimanche 25 janvier marque un clair rejet des politiques conduites à Athènes au cours des 5 dernières années sous l'égide de l'UE et du FMI. Cet événement démocratique ouvre une nouvelle étape dans les relations entre la Grèce et « Bruxelles », qui ne devrait pas marquer une rupture, mais une inflexion dont l'ampleur dépendra largement de l'évolution des relations entre Athènes et ses créanciers. Tel est l'objet de cette Tribune d'Yves Bertoncini. Cette Tribune a aussi été publiée par la version française du [Huffington Post](#) et une version anglaise plus courte sur [EurActiv.com](#).

1. Se passer de la Troïka, c'est aussi revenir sur les marchés financiers

Syriza est un parti « eurosceptique », mais ce n'est pas un parti « europhobe » : à la différence de Marine Le Pen, Alexis Tsipras ne veut pas sortir de l'euro ou de l'UE – pas plus d'ailleurs qu'il ne veut rompre avec l'espace Schengen. Syriza est aussi un parti « greco-sceptique », au sens où il condamne la manière dont la Grèce et son État ont été gérés par les partis traditionnels au cours des quarante dernières années, ainsi que depuis qu'ils ont dû faire appel à l'aide du FMI et de l'UE, compte tenu de la dérive de leurs comptes et de la défiance des marchés financiers.

Partout où il est appelé à la rescousse, le FMI est porteur d'ajustements budgétaires, économiques et sociaux souvent efficaces à moyen terme, mais qui créent dans l'immédiat nombre de victimes et de mécontents. Il en retire un niveau d'impopularité que l'UE a *de facto* accepté d'assumer en Grèce, puisqu'elle y a agi avec et aux côtés du FMI, en accordant une aide d'un montant total de 240 milliards d'euros, assortie de contreparties douloureuses.

Nul Grec ne pouvait se satisfaire d'une austérité qui a conduit à une baisse du salaire minimum de 22%, à une réduction de 30% du niveau des pensions, au licenciement de centaines de milliers de fonctionnaires et à priviver nombre de citoyens de l'accès aux soins et à l'électricité. 36% d'entre eux ont choisi de voter pour Syriza afin de rejeter de telles orientations, ce qui était d'autant plus tentant que leur efficacité restait largement à démontrer – en dépit d'un retour encourageant de la croissance et d'une légère décrue du chômage (à un peu moins de 25% tout de même...).

La victoire de Syriza traduit donc d'abord la volonté d'en finir avec l'exécution des programmes d'aide conclus

entre les gouvernements grecs et la Troïka, ce qui était d'ailleurs prévu quel que soit le parti vainqueur, puisqu'il ne reste plus quelques milliards d'euros à déboursier sur les 240 milliards accordés. Les Irlandais et les Portugais ont déjà pu se passer de l'aide de la Troïka, et il est logique que les Grecs veuillent eux aussi refermer une telle parenthèse, pour des raisons à la fois politiques et sociales.

« Se passer de la Troïka » et de ses conditionnalités suppose cependant d'être en mesure de revenir sur les marchés financiers afin d'y lever les sommes nécessaires au financement de l'État. Tsipras n'est pas Midas : il ne pourra pas tout transformer en or et s'affranchir comme par magie des réalités économiques et financières. Les efforts récents de ses prédécesseurs ont d'ores et déjà permis de rompre avec un État grec vivant au-dessus de ses moyens, puisqu'il dégage désormais un excédent primaire. Mais il reste confronté à une dette énorme (équivalente à 175% de son PIB), et donc au paiement d'intérêts très élevés. Plus de deux milliards d'euros devront être honorés à ce titre dès le mois de mars : voilà qui sera un premier défi très prosaïque pour le prochain gouvernement s'il souhaite renoncer à l'aide de l'UE et du FMI.

2. La nécessité d'un dialogue constructif entre Athènes et l'UE

Dans ce contexte, le premier défi pour l'UE est d'engager un dialogue constructif avec les nouvelles autorités athéniennes, en prenant acte de leur volonté légitime d'infléchir le cours des politiques conduites en Grèce. La victoire de Syriza a une dimension « souverainiste » dont les autres capitales européennes doivent tenir compte, afin de ne pas donner le sentiment de nier l'expression de la volonté populaire.

Le programme de Syriza prévoit nombre de réformes qui rendront la Grèce plus efficace et plus équitable, et qui seront sans doute bien accueillies à Bruxelles et ailleurs car elles prolongeront une lente et nécessaire adaptation de l'économie et de la société grecs : lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, mise en place d'un cadastre, lutte contre le clientélisme et la corruption, etc. Mais il prévoit aussi de revenir sur une partie des ajustements entrepris ces dernières années, par exemple en ré-augmentant substantiellement le salaire minimum et en réembauchant nombre de fonctionnaires.

Toute la difficulté pour l'UE sera de prendre acte de l'ensemble des changements annoncés, tout en rappelant à Alexis Tsipras les engagements pris par ses prédécesseurs et la nécessité d'œuvrer au remboursement de l'aide consentie par des citoyens qui méritent aussi quelques égards, à savoir les contribuables des autres pays de la zone euro.

La faillite de la Grèce a déjà conduit les Européens à consentir en 2010 une solidarité financière pourtant exclue par le Traité de Maastricht et que certains pays ont acceptée de mauvaise grâce. Elle a conduit les banques et autres créanciers privés à renoncer en 2012 à une bonne partie des sommes prêtées aux autorités athéniennes (à hauteur de 107 milliards). D'un point de vue technique, elle devrait aujourd'hui inciter leurs créanciers publics à faire preuve de flexibilité, compte tenu du caractère presque insoutenable de la dette grecque : un allongement des délais de remboursement et une baisse du niveau des taux d'intérêt paraissent envisageables, à défaut d'abandons de créances purs et simples. D'un point de vue politique, une telle flexibilité dépendra cependant des positions et réactions des autorités nationales devenues créancières d'Athènes (à hauteur de 40 milliards d'euros pour les Français, et plus encore pour les Allemands), mais aussi de leurs opinions publiques. La négociation d'un compromis est tout à fait possible, mais son issue dépendra par nature de la bonne volonté manifestée par les uns et les autres.

3. La victoire de Syriza n'annonce pas de « grand soir » européen

L'UE va-t-elle aussi être confrontée à un défi idéologique plus global, dès lors que la victoire de Syriza

serait le signe avant-coureur d'un euroscepticisme triomphant incarné par les gauches radicales européennes ? Rien n'est moins sûr, car il semble qu'une telle victoire soit d'abord le produit de conditions très spécifiques. Conditions politiques : la Grèce a été mise sous tutelle par la Troïka, mais seul un pays est encore dans ce cas (Chypre), tandis que les autres pays de l'UE exercent leur souveraineté de manière nettement plus libre. Conditions économiques et sociales : « l'austérité » drastique pratiquée en Grèce n'a guère eu d'équivalent qu'en Irlande, au Portugal et à Chypre, tandis que les autres pays de l'UE ont observé ou observent une forme de rigueur sans commune mesure. Conditions partisans : la victoire de Syriza découle aussi de l'effondrement de la gauche réformatrice incarnée par le PASOK, effondrement qui ne semble pas prévisible dans les autres pays de l'UE.

Au total, l'Espagne est peut-être le seul pays où une telle conjonction de facteurs pourrait donner lieu à un autre « grand soir » électoral lors du scrutin législatif fixé à la fin 2015. Mais l'UE connaîtra d'ici là d'autres élections nationales, notamment au Royaume-Uni, au Danemark, en Finlande, au Portugal et en Pologne, dont il n'est pas du tout annoncé qu'elles soient le théâtre d'une poussée de la gauche radicale - c'est plutôt la droite eurosceptique ou europhobe qui pourrait s'y distinguer dans plusieurs cas.

Alexis Tsipras avait déjà été considéré comme un candidat emblématique par la gauche radicale au printemps dernier, puisqu'elle en avait fait son chef de file pour les élections européennes. S'il a désormais gagné les élections législatives grecques, il ne sera pas aisé pour la gauche radicale de transformer cette victoire nationale en succès européen. Sur le plan partisan comme sur le plan économique, Tsipras n'est définitivement pas Midas !

Départ déjà programmé de la Troïka, ajustement prévisible des conditions de remboursement de la dette athénienne, poursuite de la remise sur pied de l'économie grecque, évolution à la marge des rapports de force partisans au niveau de l'UE : la victoire d'Alexis Tsipras devrait bel et bien conjuguer rupture et continuité, et ouvrir ainsi un nouveau chapitre des relations tumultueuses établies entre « l'Europe » et le pays qui fut son berceau - mais qui ne devrait pas devenir son tombeau.

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © Institut Jacques Delors

